Zeitschrift: Pionier : Zeitschrift für die Übermittlungstruppen

Herausgeber: Eidg. Verband der Übermittlungstruppen; Vereinigung Schweiz. Feld-Telegraphen-Offiziere und -Unteroffiziere

Band: 43 (1970)

Heft: 9

Artikel: La menace, les dépenses militaires et les socialistes

Autor: Brunner, Dominique

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-563906

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

La menace, les dépenses militaires et les socialistes

Le «Livre Blanc 1970 au sujet de la sécurité de la République fédérale et de la situation de la Bundeswehr», publié récemment par le ministère de la défense d'Allemagne occidentale, décrit la menace potentielle en Europe centrale de la façon suivante: «Il est néanmoins indéniable que le Pacte de Varsovie entretient en Europe centrale des forces conventionnelles essentiellement plus fortes que celles de l'OTAN. Elles dépassent de loin ce qui serait nécessaire pour repousser une attaque venant de l'ouest ou pour maintenir l'hégémonie soviétique. L'existence de forces armées aussi immenses ne doit pas être considérée ou traitée comme un bluff. De plus, l'Union soviétique et ses alliés accroissent – contrairement à l'Occident – d'année en année leurs efforts en matière de défense. En Europe centrale, il n'y a pas d'équilibre classique.»
C'est ainsi qu'un gouvernement à large majorité socialiste apprécie la situation. Et cette appréciation est le résultat d'une analyse approfondie de la situation au point de vue stratégique, établie par un ministère à direction socialiste. Elle est diamétralement opposée à la volonté manifestée par la majorité du dernier congrès du parti socialiste suisse de réduire les dépenses militaires de notre pays de 20 %.

Ignorance des faits

Si l'on admet que ceux qui se sont imposés lors dudit congrès sont de bonne foi, cette attaque dirigée contre la défense nationale ne peut s'expliquer que par une grave ignorance des faits en matière de sécurité.
La distance qui sépare notre pays de la frontière occidentale de la Tchécoslovaquie s'élève au minimum à quelque 350 km. Depuis l'invasion de 1968, ce pays est à nouveau occupé par des troupes russes qu'on évalue à 6 divisions. Divers grands exercices de troupes soviétiques qui se sont déroulés ces dernières années ont démontré que des unités blindées de l'armée rouge sont en mesure d'effectuer quasiment d'une seule traite des poussées de l'ordre de 200 km.
Dans le secteur du continent qui nous intéresse, Nord/Centre Europe, le Pacte de Varsovie dispose d'environ 30 divisions blindées et de quelque 35 divisions mécanisées. Plus de la moitié de ces grandes unités sont soviétiques (ces indications sont tirées de l'annuaire de l'Institut d'études stratégiques de Londres «The military Balance 1969–1970»). Une division blindée soviétique compte plus de 300 chars de combat, une division mécanisée en a quelque 200. A cette énorme armée de terre que les Russes peuvent renforcer dans de brefs délais par d'autres divisions – l'ensemble des forces terrestres soviétiques s'élève à quelque 140 divisions – font face du côté OTAN, en tenant compte des troupes françaises, 26 divisions. A en croire l'annuaire précité, le Pacte de Varsovie possède dans ce secteur 12 500 blindés, selon le livre blanc du gouvernement de Bonn il en aurait même 13 650, tandis que dans le camp occidental on en compte 5 250.
Si la situation de l'Europe est néanmoins jugée stable dans les circonstances actuelles, c'est en raison de la présence américaine, de l'énorme potentiel nucléaire des Etats-Unis et, enfin, à cause de l'existence en Europe de moyens nucléaires à vocation tactique très importants. Dans le secteur placé sous la responsabilité du commandement allié en Europe, quelque 7 000 ogives ou bombes nucléaires sont disponibles. Elles seraient engagées par plus de 2 000 fusées ou avions que détiennent les membres de l'alliance. Ces moyens exercent, à n'en pas douter, une influence dissuasive. Car leur utilisation provoquerait un risque grave d'escalade à un niveau nucléaire supérieur.

Il faut toutefois noter qu'il n'est pas acquis que le président des Etats-Unis – qui devrait autoriser l'emploi de ces armes – soit, en cas de conflit, disposé à accepter les risques que l'utilisation d'armes nucléaires en faveur de l'Europe pourrait comporter pour le «sanctuaire» américain. En outre, la garantie américaine pourrait être ébranlée par l'évacuation progressive des troupes américaines aujourd'hui stationnées en Europe – laquelle se dessine. Remarquons, en passant, que l'évacuation du continent européen par les Etats-Unis et, de ce fait, l'accroissement de l'influence russe constituent un des objectifs principaux de la fameuse «conférence sur la sécurité européenne» que Moscou préconise depuis un certain temps.

L'armée coûte-t-elle trop cher?

La demande de réduire les dépenses consacrées par notre pays à la défense nationale de 20 %, soutenue par la majorité du congrès du parti socialiste ne témoigne pas seulement d'une ignorance regrettable de la menace potentielle. L'ampleur véritable de ces dépenses ne la justifie en rien.

La part du produit social brut que constituent les dépenses du Département militaire ne cesse de diminuer depuis des années. Il en va de même pour ce qui est du rapport entre ces dépenses et les dépenses totales de la Confédération ou celles de l'ensemble du pays (cantons et communes inclus). En 1969, la somme affectée par la Confédération à la défense nationale s'est élevée à 1,761 milliards de francs, correspondant à 2,2 % d'un produit social brut qui a atteint la somme de 80 milliards. Même en ajoutant aux dépenses du DMF celles que l'économie consent sous forme de salaires versés à ceux qui accomplissent leur service (quelque 500 millions), même en tenant compte des dépenses de l'Office fédéral pour la protection civile (135 millions) ainsi que des dépenses militaires des cantons (approximativement 40 millions), on obtient, pour 1969, tout juste 3,045 % du produit social brut affectés à la défense. Des Etats qui sont moins riches que nous et qui ont aussi un régime démocratique consentent de plus gros sacrifices financiers pour leur défense.

Celui qui veut, dans de telles circonstances, réduire de 20 % nos dépenses militaires ne connaît apparemment pas – malgré le conflit au Proche-Orient, la guerre du Vietnam et le viol de la Tchécoslovaquie – les réalités du monde dans lequel nous vivons.

Dominique Brunner